

Belgique : Charles le Chauve ou Charles le traître ?



Charles Michel de

dos, l'échine courbée, quitte le Parlement

Ce billet est une commande. Pourrai-je y répondre ? Pas certaine. Anne Lauwaert, mieux informée, étant en vacances, je vais essayer de fournir un simple compte-rendu.

Un peu d'histoire : Le 5 mai 877, jour de la consécration par le pape de la collégiale Sainte-Marie à Compiègne, Charles le Chauve se serait fait raser le crâne en signe de soumission à l'Église.

Note d'humour dans ces moments de crise politique. Beaucoup ont déploré être privés d'une émission décalée plus tard dans la soirée à cause de l'édition spéciale Démission, point d'orgue d'une autre forme de divertissement. Les plus futés ne cessent de répéter qu'on assiste à une (lamentable) pièce de théâtre voire à un spectacle de cirque. « Et l'Amour est dans le pré ?? Il ne pouvait pas démissionner demain celui-là » ?

Une autre s'amusait de la sérénité du Roi mise à mal par la décision du chef du gouvernement: « Merde alors, le Roi qui avait déjà enfilé son pyjama, doit se changer pour recevoir la démission du gouvernement » ! On se rappellera des photos de

Philippe en peignoir sirotant un jus d'orange.

Tout de même, lorsque le Royaume est resté plus de 500 jours en affaires courantes, avec un gouvernement aux possibilités extrêmement limitées, il n'a pas plongé dans le chaos, que je sache. On a déjà survécu sans gouvernement, on survivra à cette période-ci.

Belgique, pays du Surréalisme

Le pacte mondial de l'ONU sur les migrations, dénoncé par la NVA, a eu raison du gouvernement belge. Le 8 décembre, Charles Michel avait perdu son soutien suite à leur désaccord autour du pacte. Il dirigeait depuis lors un gouvernement minoritaire et ne pouvait plus s'appuyer que sur 52 des 150 députés à la Chambre.

Mais le fait que le gouvernement soit démissionnaire ne remet pas en question la signature du Pacte par la Belgique à New York. Le fait que le gouvernement soit démissionnaire n'y change rien, assurait un diplomate belge attaché au ministère des Affaires étrangères. L'ordre de signer avait déjà été donné en septembre par les Affaires étrangères (MR). La NVA n'y aurait pas formulé d'objection à l'époque.

Alors, cela veut-il dire que la Belgique tire un trait sur le pacte migratoire? Eh ben non, la Belgique signe définitivement le pacte ce mercredi. Le pays est représenté par son ambassadeur à l'ONU Jean-Luc Bodson. Que le Premier ministre ait proposé sa démission n'y change rien.

C'est aujourd'hui que le pacte sur les migrations a été signé à New York au siège de l'ONU. Dans un monde parallèle, c'est le Premier ministre qui aurait dû y être ce mercredi. Mais il a présenté sa démission hier, il est donc actuellement dans une position inconfortable qui ne lui permet pas de représenter la Belgique.

Comme beaucoup, j'ai acclamé la création de l'Union

européenne. Aujourd'hui, je ne sais que penser. La démission de Michel est une réaction à la motion de méfiance déposée par le PS et le S.PA et co-signée par les Verts qui feraient mieux de s'occuper de la culture du cerfeuil tubéreux. Le brave Philippe tient sa décision en suspens – j'avais déjà noté ce mois-ci qu'il n'est pas des plus rapides !

« J'ai constaté que mon appel n'a pas convaincu. J'ai compris qu'il n'a pas été entendu. Je dois donc le respecter et prendre note de cette situation. Je décide de présenter ma démission ». C'est par ces mots que Charles Michel a annoncé sa démission à la Chambre, quelques minutes seulement après le dépôt d'une motion de méfiance par le SP.A et le PS, co-signée par les Verts (qui seraient plus à leur place dans une plantation de quinoa bio). Et pourtant, c'étaient ces trois partis qui lui avaient permis sa virée à Marrakech !

Il a ensuite pris la direction du Château de Laeken où le Roi a communiqué sa position : il a consulté ce matin les présidents de parti. Il tâchera en principe d'éclaircir la situation politique d'ici jeudi, à l'heure de la nouvelle séance plénière de la Chambre.

Mais cela signifie-t-il que les belges vont devoir retourner aux urnes dans 40 jours? Pas nécessairement puisque la décision d'organiser des élections anticipées relève de la responsabilité du parlement. Ni le PS, ni Ecolo n'ont réclamé de telles élections.

Que le Premier ministre ait présenté sa démission est un dénouement logique note « les Editions de l'Avenir », soit le prix à payer pour s'être fourvoyé pendant toutes ces années.

Pour maintenir le gouvernement à flot, Charles Michel a pourtant tout essayé. Jusqu'à la caricature du surréalisme à la belge, ironise L'Echo. Mais en politique, le surréalisme ne plaît-il pas ?

Le Soir dénonce l'équipée « surréaliste » du Premier ministre alors que la Belgique se retrouve dans une situation

irresponsable. Au motif honorable de défendre des valeurs (le pacte des migrations et le multilatéralisme) et les réformes nécessaires pour le citoyen, le chef de gouvernement a transgressé nombre de codes constitutionnels et idéologiques, touchant ce mardi au paroxysme de l'absurde, déplore le quotidien.

Mais qui peut croire encore ces gens?, fustige-t-il à l'encontre de la classe politique. « Les peuples ont une voix et se fâchent lorsqu'on l'instrumentalise, en se jetant dans les bras des extrêmes. Quel risque inouï de prendre ainsi l'électeur pour un idiot! », s'indigne le quotidien.

La Libre Belgique elle, assure que les électeurs voteront en connaissance de cause au mois de mai. Si les élus devaient à nouveau s'insulter comme des charretiers, l'éditorial prédit également une forte croissance des extrêmes, de droite et de gauche, et un pays hautement ingouvernable.

Il n'est pas dit que l'on votera avant la date prévue du 26 mai, observe en effet La Dernière Heure qui s'attend à des négociations à nouveau longues et ardues entre la Flandre qui votera au centre droit et Bruxelles et la Wallonie, plutôt à gauche.

Sudpresse constate que cette énième crise gouvernementale fait place à la résignation, au fatalisme mais aussi à une envie pressante de mettre fin à une époque révolue pour ouvrir une nouvelle page de notre système démocratique et en appelle à se pencher sur de nouvelles formes de démocratie directe et participative : votations, comités citoyens, référendums, consultations régulières. Si cette petite crise en chambre a permis à nos gouvernants d'ouvrir les yeux et de réinventer notre système démocratique, elle n'aura, pour une fois, pas été vaine.

Acculé de toutes parts, le Premier ministre a fait plusieurs propositions centrées à gauche et au centre-gauche, notamment

en termes de pouvoir d'achat (diminution de la TVA sur l'électricité), de climat et de sécurité. Il souhaitait une coalition « de bonne volonté » en espérant convaincre le sp.a, le cdh et les Verts de le soutenir. Son virage à gauche n'aura pas suffi pour sauver la peau de son gouvernement. Pour Carl Davos, l'un des plus éminents politologues de Flandre, la volte-face du Premier ministre, c'est du jamais-vu. J'étais complètement bouche bée. En fait, c'était un aveu d'échec collectif du gouvernement à l'opposition. Après quatre ans de discussions enflammées entre l'opposition et la majorité, le Premier Ministre a dit en réalité: 'Vous avez raison, nous avons échoué' », analyse le politologue de l'Université de Gand. « C'est incompréhensible qu'en une semaine il se soit fait pousser dans les cordes. Hier, on a vu un PM qui avait complètement perdu le nord. Pendant une semaine, il a constamment changé de trajectoire, uniquement pour pouvoir rester en place. Au lieu de ramer ainsi, il aurait pu s'épargner cette humiliation au Parlement et présenter sa démission la semaine passée.

Et d'en rajouter une couche: La position de Charles Michel, c'est du jamais-vu. Je ne me souviens pas d'un Premier ministre qui ait, dévié à ce point de sa ligne. Selon Davos, ce brusque changement de cap de Charles Michel est un cadeau tombé du ciel pour la N-VA, qui pourra se servir de cet argument durant la campagne des législatives. Charles Michel a créé l'image d'un gouvernement qui vire à gauche dès que la N-VA n'y est plus. En changeant de cap à 180%, Charles Michel fait même passer le revirement de la N-VA sur le Pacte de Marrakech au second plan.

La Belgique se dirige vers un gouvernement en affaires courantes et non vers des élections anticipées. En quoi consiste un gouvernement en affaires courantes au juste? Avec des compétences limitées, il devra chercher le soutien du parlement pour chaque dossier jusqu'aux élections prévues en mai, ce qui est techniquement déjà le cas après la démission

remise. Le parlement continuerait alors à fonctionner normalement.

Si je peux me permettre : Charles Michel aurait mieux fait de rater son avion pour Marrakech, les Verts de promouvoir la culture biologique et les socialistes de limiter leurs gabegies.

Anne Schubert